Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 483

Artikel: Economie : le Vorort fait son travail, faisons le nôtre!
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016316

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Economie : le Vorort fait son travail, faisons le nôtre !

Le Vorort — c'est son rôle et il est payé pour ça — défend l'économie de marché. Il ne voit même que cette possibilité pour "sortir" de la crise. DP (N° 478) ironise sur les thèses du patronat, notant que la récession s'est développée dans une Suisse régie par la liberté du commerce et de l'industrie et par l'économie de marché. Vraiment le patronat n'a aucune retenue ni aucun sens critique !

La mise au point était nécessaire et utile. Elle est faite. C'est très bien. En passant, on a même réussi à se faire plaisir ! Mais après ? Car c'est bien "après" que nos lecteurs nous attendent et... nous-même aussi un peu.
Nous ne sommes pas d'accord avec les thèses du Vorort. Nous ne pensons pas que l'économie de marché nous sortira de la crise — puisqu'elle nous y a entraînés. Nous choisirions volontiers, contrairement au Vorort, plus de politique et moins d'économique. Mais ces considérations mises bout à bout ne constituent pas une argumentation susceptible de montrer les défauts et les insuffisances de la logique autant économique que politique prônée par le patronat.
Essayons d'entrer davantage dans le débat de fond !

Pas assez de politique !

1. La Suisse souffre de trop d'économie et de pas assez de politique.
Quelques exemples pour illustrer notre affirmation.
Malgré la surchauffe des années 1964/1966, l'élargissement des pouvoirs de la Banque Nationale est refusé en 1969. La nouvelle phase d'inflation qui est déjà prévisible est donc abordée sans pouvoirs d'intervention nouveaux. On devra se contenter de recourir, comme dix ans plus tôt, aux arrêtés urgents, par définition trop tardifs. La mise au point d'un article constitutionnel sur la conjoncture économique est aussi inutilement et abusivement retardée : le message à l'appui du premier projet — rejeté en 1975 — ne date que de 1973.

L'économie de marché ne garantit aux consommateurs un "juste prix" qu'à condition que les règles de concurrence fonctionnent, donc que les vendeurs n'occupent pas de fait ou par entente une position dominante. Ce qui devrait être la règle est devenu aujourd'hui l'exception. La plupart des marchés sont peu ou prou contrôlés par les vendeurs. Le contrôle des prix (en Suisse, on dit la surveillance des prix) devrait donc être élevé au rang d'une institution indispensable et permanente pour assurer aux consommateurs, dans toute la mesure du possible, un prix juste. Mais la surveillance des prix, introduite avec les arrêtés urgents de 1972 pour lutter contre l'inflation, est supprimée depuis le 1er janvier 1979.

Champ libre pour les vendeurs

Dans le droit prolongement de cette remarque intervient actuellement la revision de la loi sur les cartels. Les précisions utiles sur cette pseudo-revision ont déjà été fournies (DP 480). Il n'est donc pas nécessaire d'allonger : les limitations de concurrence sont légales et le resteront. L'économie de marché est d'autant plus vantée qu'elle ne développe pas tous ses effets contraignants sur les vendeurs.
La récession actuelle, comme toutes les crises économiques, permet de supprimer les canards boîteux, c'est-à-dire les entreprises et les emplois marginaux (à la limite inférieure de rentabilité), et simultanément, de favoriser de nouvelles concentrations industrielles, commerciales, bancaires. La seule manière, dans le cadre du système économique existant, de compenser autant que faire se peut les dégats humains et régionaux qu'entraînent les crises, consiste à développer des politiques régionales et industrielles. En ce qui concerne la première, ce qui est prévu en Suisse, avec une aide financière subsidiaire aux régions dont l'économie est menacée (DP 479), est dérisoire. Et la seconde est refusée par le patronat. Voyez le sort réservé au premier projet d'impulsions économiques du Délégué aux questions conjoncturelles (DP 467). Et encore faudrait-il préciser que ce projet ne pouvait au mieux être qualifié que d'esquisse d'une politique industrielle limitée à un domaine particulier, l'électronique.
Il faut s'armer d'une loupe d'excellente qualité pour trouver dans ces exemples un excès éventuel de "politique". Mieux vaut d'ailleurs ne pas trop chercher : c'est bien l'économique qui domine de bout en bout.

La leçon d'un siècle de hauts et de bas

2. L'économie de marché n'est pas "utilisable" pour sortir de la crise.
Ici aussi quelques points de référence.
Le plein-emploi n'est pas plus congénital à l'économie de marché que le juste prix — sinon dans les livres, du moins dans la réalité. Laissée à elle-même, et on peut prendre à témoin un siècle et demi d'histoire économique et sociale, l'économie de marché passe de phases d'inflation à des périodes de récession. Un développement régulier et équilibré sur la

longue période lui est parfaitement étranger. En fait, l'économie de marché ne fonctionne que lorsqu'elle est contrôlée et guidée, freinée dans ses excès, stimulée dans ses faiblesses. Ses mécanismes auto-régulateurs sont même si insuffisants, comme on le constate depuis quelques années, qu'elle se révèle incapable, en dépit des programmes de relance gouvernementaux, de résorber un chômage qui atteint quelque dix-sept millions de personnes dans les pays de l'OCDE.

Des capitaux prioritaires

Sans la prise en charge par les pouvoirs publics ou par leur intermédiaire, des coûts sociaux (assurance-chômage, aide régionale, aide industrielle, subventions) résultant de la rentabilité défaillante des entreprises, l'économie de marché serait une source quotidienne de malheurs et de drames. Ce qu'elle n'arrive malgré tout pas à éviter puisque la nécessité qui est la sienne de rentabiliser des capitaux toujours plus importants la conduit à aller produire là où les salaires sont les plus bas possibles.
Le type de développement industriel favorisé par l'économie de marché entraîne une concentration croissante du capital. Ce capital accru nécessite plus de profits pour pouvoir être rentabilisé. Ces profits supplémentaires sont réalisés soit par la limitation de la concurrence qui permet de fixer les prix à un niveau de... rentabilité, soit en lançant constamment sur le marché de nouveaux ou pseudo-nouveaux produits. D'où cette espèce de fuite en avant technologique à laquelle on assiste et dont la raison principale est la rentabilisation des capitaux. Il n'y a là, évidemment, aucune réflexion sur les besoins réels des sociétés et des populations, des pays industrialisés ou des pays en développement.
Synthétiquement, on peut dire que l'économie de marché n'assure son développement, et sa survie, qu'en renouvelant et/ou étendant constamment la sphère des échanges marchands entre les individus à l'intérieur des pays et entre les nations.
Mais cette extension a ses limites, sinon à terme prévisible à l'échelle mondiale, du moins dans les pays développés où l'on observe même déjà des phénomènes de rejet de cette mercantilisation accentuée de la vie sociale. Et ces rejets deviennent en eux-mêmes source de crise pour l'économie de marché...
Le progrès technique n'a de sens à la longue que s'il permet d'alléger les peines des gens. Comme le progrès technique a été considérable depuis vingt-cinq ou trente ans, il devrait permettre des réductions de la durée du travail. Or ce qui ressort avec le plus de force des négociations collectives entre patronat et syndicat, en Suisse surtout, mais dans les autres pays européens également, c'est une sorte d'extrême difficulté à diminuer la durée du travail. Augmenter les salaires, oui, parce que ces hausses feront croître la consommation. Réduire le temps de travail, non, parce que la consommation stagnerait, voire même pourrait baisser si les gens s'organisaient communautairement pour se soustraire partiellement aux échanges marchands.

Le mimétisme de la BNS et du Conseil fédéral

3. On a souvent et un peu partout relevé que la crise avait eu en Suisse des effets récessifs plus forts que dans les autres pays industrialisés. Pour que ce résultat tout helvétique ait été possible, il a fallu bien sûr que plusieurs facteurs interviennent simultanément et agissent ensemble dans le même sens. Succinctement, ce furent la suppression de 350 000 postes de travail, le départ d'environ 250 000 travailleuses et travailleurs étrangers, la réévaluation permanente du franc, la politique d'économies financières des pouvoirs publics, tant fédéral que cantonaux.
En fonction de l'objet en discussion ici, que faut-il observer à ce propos ? La Banque Nationale et le Conseil fédéral ont calqué leur politique sur celles des entreprises. Ils ont agi comme s'ils étaient en situation d'économie de marché : c'est-à-dire qu'ils ont pratiqué dans leur domaine l'équivalent d'une politique de rentabilité basée sur une stabilisation maximum des prix et des coûts. On peut dire autrement la même chose : les autorités monétaire et financière ont agi comme si ce que le Vorort recommandait à ses membres leur était également applicable. Ou encore : si le Vorort avait été ces autorités fédérales, c'est la même politique qui aurait été pratiquée, à peu de chose près.

Un opportunisme d'occasion

Ceci nous permet de constater que le Vorort essaie à tort — et il le sait très bien — d'imputer à la politique les difficultés de l'économie de marché. Son argument n'est qu'un pur opportunisme d'occasion. L'économie suisse a reculé si fort précisément parce que les politiques bourgeois n'ont d'analyse qu'économique, parce qu'ils calquent leur politique sur l'économie.
Une politique qui se contente et se limite à reproduire au niveau des institutions étatiques les options économiques des entreprises, n'est pas une politique. Et elle ne le devient pas en croyant qu'il suffit de réprimer les "abus" qu'engendre le fonctionnement normal de l'économie de marché. L'abus est une notion tout à la fois extensible et relative. Dans la jungle des marchés et des produits, il n'est pas toujours décelable ni mesurable avec précision. De plus, il n'est pas suffisant de considérer les abus de l'économie de marché. Il faut s'interroger sur les orientations qu'elle imprime aux activités industrielles et commerciales. La sélection de ces orientations faite par le marché repose sur le seul critère de la rentabilité future escomptée. Or, ce qui peut être renta-

SUITE ET FIN AU VERSO

Economie : le Vorort fait son travail, faisons le nôtre !

ble pour l'entreprise peut être coûteux pour la société, néfaste pour les emplois, mauvais pour le milieu naturel.

En puisant directement dans l'actualité : le rapport de la commission pour une politique de l'énergie recommande de prélever un impôt sur l'énergie. Pourquoi ? Parce que spontanément le marché n'opère pas les bonnes orientations, c'est-à-dire qu'il ne favorise pas les utilisations économiques de l'énergie ni le recours à de nouvelles énergies. L'impôt sur l'énergie permettrait de rétablir l'équilibre en favorisant, aidant, soutenant ce que le marché de lui-même ne prendrait ni en compte ni en charge. Et ce n'est pas nous qui le disons, c'est la commission.

Les thèses dominantes

Le politique en Suisse n'est pas vécu comme l'affirmation de ce qui est l'intérêt commun et général. Il ne cherche pas davantage à soumettre l'économie à la réalisation de cet intérêt commun et général. On peut affirmer que c'est l'inverse qui est pratiqué. Le monde politique bourgeois est imprégné des thèses du Vorort. Il ne connaît ni ne pratique de discours politique qui ne soit économique.

Un mécanisme, et seulement un mécanisme

4. *On peut essayer de conclure.*
L'économie de marché n'est pas une politique, c'est-à-dire ne représente à aucun égard un objectif collectif que l'on pourrait vouloir réaliser. Elle n'a en effet pas de contenu économique ou social. L'économie de marché est un mécanisme utile pour permettre à la multitude des offres et des demandes de se rencontrer. Mais ses faiblesses sont considérables. En fait, laissée à elle-même, elle ne cesserait de se détraquer, amplifiant ses excès comme ses insuffisances. Elle doit donc constamment être contrôlée.
Le développement des sociétés contemporaines montre également que les choix économiques induits par le marché peuvent être socialement discutables, critiquables, voire mauvais. La rentabilité d'un bien produit ou d'un service fourni est un critère commercial ; elle ne constitue pas un indicateur social.
L'économie de marché laisse donc entièrement ouverte la question principale des objectifs et des moyens du développement économique et social. Cette question est politique. Or, en Suisse, nous souffrons de ce que le politique bourgeois continue de croire que l'économie peut y répondre. Et il s'en remet. Nous, pas.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Littérature : quantité et qualité

Bonjour ! Vous avez bien commencé l'année ? Eu tout le plaisir que vous escomptiez à l'ouïe des heureux développements, un peu partout — libération du Cambodge (libéré précédemment par le Maréchal Long Nol de la dictature établie par le Prince... comment s'appelait-il donc ?, puis par les Khmers rouges de la dictature de Long Nol); événements du Proche-Orient; événements d'Iran; émouvantes cérémonies pour la mort de Boumédienne (pour ma part, j'ai été tout particulièrement touché par la douleur officielle française !)
(A ce propos, petit jeu de société pour vos longues soirées d'hiver: imaginer les articles qui paraîtront dans deux ans, quand on sera en pleine "dé-boumédiennisation" — vous n'avez qu'à reprendre les articles paraissant ici et là sur le Grand Timonier et changer quelques noms propres! — et qu'on en sera à la réhabilitation de Ben Bella et d'autres bons camarades!)?
D'un autre côté, avez-vous lu... Sérieusement cette fois: véritable floraison de livres remarquables et parfois excellents, chez nous:
Par exemple: avez-vous lu *Sur les traces d'Ounamir — Une expérience de coopération dans une oasis présaharienne,* de Catherine et François Choffat (à la Baconnière)? Le témoignage d'un médecin et de sa femme, non pas une enquête sociologique, mais le récit d'une expérience vécue par une femme et un homme exceptionnellement ouverts, qui ne prétendent pas conclure, ni dans un sens, ni dans un autre, mais pourraient dire, comme Eluard: "Je dis ce que j'ai vu/Ce que je sais/Ce qui est vrai." (*Les armes de la douleur.*) D'admirables photos, une heureuse alternance de proses poétiques et de textes plus proches du reportage: "A l'image de cette oasis de verdure dans la vastitude de pierre, à l'image de ce palmier tout hérissé de pointes qui dissimule en son sein la douceur sucrée des dattes, nous avons été séduits par l'authenticité d'une vie plus proche des valeurs essentielles et nous avons voulu en recueillir le précieux héritage."
Par exemple: Avez-vous lu *Neuschwanstein-sur-Mer,* de J.-J. Langendorf (à l'Age d'Homme)? Si vous estimez parfois que quantité de bons romans paraissent aujourd'hui, mais que vous êtes tout de même un peu lassés des difficultés du Monsieur avec une, ou deux, ou trois dames; ou des ennuis de la dame avec un, deux ou trois Messieurs, tous et toutes supposés libérés des "tabous", mais apparemment d'autant plus frustrés, les héros ayant une malheureuse tendance à s'éprendre de lesbiennes et les héroïnes d'homosexuels — ou alors les lesbiennes d'autres lesbiennes et les homos d'autres homos, mais comme par ailleurs ils ou elles désirent avoir des enfants, les choses s'en trouvent fâcheusement compliquées — si donc... lisez Langendorf! Un ton absolument neuf dans la littérature tout au moins romande, six nouvelles absolument ori-